



Tout changer, rien lâcher



Liste conduite par

Sylvain DESBUREAUX

Secrétaire administratif, tête de liste régionale et dans la Somme



Marie-Claude LAFFIAC
Tête de liste dans l'Aisne



Patrice DANIEL
Tête de liste dans l'Oise

Dans le contexte de la crise économique et du rejet croissant de la politique de Sarkozy, les élections régionales des 14 et 21 mars prochains sont un enjeu important. Le vote pour les conseiller-e-s régionaux NPA est l'occasion de rejeter la politique nationale de la droite et d'indiquer la nécessité, au niveau régional, de rompre avec la gestion libérale des fonds publics et l'accompagnement du capitalisme.

Dans notre région particulièrement industrielle, la crise du capitalisme et la mainmise des patrons et des actionnaires sur l'économie provoquent des catastrophes sociales inacceptables : des délocalisations, des plans de licenciements massifs, des fermetures d'entreprises...

Représentant direct des intérêts du patronat, des gros actionnaires et des riches, Sarkozy mène une politique qui les laisse libres de saccager la vie de milliers de salariés et de leur famille : liberté totale de sauvegarder les profits en sacri-

fiant les emplois et les conditions de travail. Dans le même temps, le gouvernement s'attaque durement aux services publics qu'il accuse d'être trop coûteux, ainsi qu'aux acquis sociaux historiques comme les retraites ou la sécurité sociale. Des budgets sociaux restreints, des suppressions d'emplois publics dans la santé, dans l'éducation... pour soi-disant limiter le déficit public.

En réalité, il s'agit de compenser les cadeaux aux capitalistes, que ce soit le bouclier fiscal (600 millions d'euros par an) pour les plus riches, la réforme de l'impôt sur les sociétés (20 milliards depuis 2007), les exonérations de cotisations sociales patronales (33 milliards d'euros par an) ou la réforme de la taxe professionnelle pour les patrons et les actionnaires.

Ensemble, il faut changer cela !

Nos vies et notre région valent plus que leurs profits !

Pour s'opposer résolument à la politique de Sarkozy-Fillon, il faut rompre avec la gestion libérale des fonds publics. La majorité PS-PCF-Verts du Conseil régional conduite par Claude Gewerc, parce qu'elle n'a pas voulu rompre avec la gestion libérale du budget régional, n'a pas résisté sérieusement aux attaques patronales locales contre l'emploi et les travailleurs.

Elle n'a pas réussi à s'opposer efficacement à la politique de la droite contre les services publics, notamment lors de la décentralisation « Raffarin » en 2003. La majorité PS-PCF-Verts n'a pas

voulu remettre en cause le modèle libéral en vigueur : elle a multiplié les subventions publiques aux grands groupes multinationaux, aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée par le MEDEF. Elle s'est substituée à l'Etat qui s'est désengagé du transport ferroviaire régional, qui a décentralisé les personnels techniques des lycées...

Il faut mobiliser les fonds publics dans le strict intérêt des classes populaires, dans le cadre d'un programme d'urgence sociale, écologique et démocratique.

Le 14 mars 2010, votez et faites voter pour la liste de rassemblement présentée par le NPA, menée par **Sylvain DESBUREAUX** et soutenue par **Olivier BESANCENOT**





Dans l'Oise comme ailleurs Tout changer, rien lâcher

Derrière la lutte des Conti, le massacre industriel continue

L'année 2009 a été marquée par la lutte emblématique des Conti contre la fermeture du site à Clairoix avec 1120 employés, puis contre la criminalisation de leur mouvement. Leur combat s'est terminé par une victoire amère.

Mais il y a sur le bassin compiégnois bien d'autres entreprises touchées par la crise du capitalisme, avec des salariés en lutte : BASF — ex-Ciba (à Ribécourt-Dreslincourt), Hexion (à Ribécourt-Dreslincourt), Saint-Gobain (à Thourrotte), Unilever (à Le Meux), SunChemical (à Thourrotte), Rieter (à Rémy), GV Logistique — sous-traitant Leroy-Merlin (à Compiègne), Case New Holland (à Tracy-Le-Mont), Inergy (à Compiègne), CIE automotive (à Compiègne).

Des fermetures de sites vont ou risquent d'être effectuées dans les mois qui viennent à BASF, Unilever, Rieter, Sodimatex. Dans le même temps, des dizaines de très petites entreprises ou PME sont liquidées, soit parce qu'elles sont sous la coupe directe de grands groupes, soit parce qu'elles dépendent de l'activité de zones d'emplois sinistrées.

Cette politique n'a pas seulement pour résultat de jeter des milliers de travailleurs dans la misère dans ce bassin, mais bien au-delà, dans toute la Picardie. Beaucoup de luttes démarrent pour des plans de sauvegarde de l'emploi ou des primes exceptionnelles. Seules des victoires, même partielles, et la coordination voire la centralisation des luttes avec une perspective politique pourra changer le rapport de forces et imposer le maintien de l'emploi. C'est là que les revendications du NPA prennent tout leur sens :

- **réduction du temps de travail, sans flexibilité ni baisse de salaire, avec embauches compensatoires pour s'attaquer au chômage.**
- **réquisition des entreprises qui licencient.**
- **récupération des aides et subventions versées aux entreprises qui ont licencié.**
- **fonds régional de solidarité avec les travailleurs en lutte.**
- **fonds régional d'aide aux coopératives ouvrières et à l'auto-gestion.**

A Beauvais, avec Mme Cayeux, tête de liste UMP pour les régionales...

Les impôts locaux se sont envolés : +30%, +50%, +80%, +255% pour certains. Qui dit mieux ? C'est la conséquence de la décision de Mme Cayeux de supprimer des abattements sur la taxe d'habitation. Ceux qui sont concernés par le bouclier fiscal, eux, ne paieront pas plus...
Et le futur ?

Les amis de Mme Cayeux, Sarkozy et l'UMP ont décidé de supprimer la taxe professionnelle payée par les entreprises (cette taxe représente 70% des recettes de l'Agglomération du Beauvaisis). Nos impôts devront donc encore

augmenter pour compenser. Mme Cayeux réfléchit aussi à l'instauration d'une taxe sur les ordures ménagères. Tout cela à rajouter à la « taxe carbone », aux hausses de l'eau, du gaz et de l'électricité, etc. Nos salaires, nos retraites, nos revenus, quant à eux, sont bloqués...

Et bonjour le possible cumul des mandats : maire et présidente du conseil régional, avec une politique qui ne fait que des cadeaux au patronat !

Hôpital : non aux suppressions de lits !

La loi Bachelot restructure l'hôpital public. Cela veut dire, pour Creil, Senlis, Clermont, Compiègne et Noyon :

- ▶ Suppression des services, moyens et personnes par fusion de services, comme la chirurgie à Creil et Senlis en 2011.
- ▶ Orientation de la médecine publique vers la médecine privée (ex: la maternité de Senlis et le service de cardiologie de Creil sont privés !).
- ▶ Suppression de centres IVG et de maternités dans toutes les régions.
- ▶ Le directeur de l'agence régionale de santé, Pascal Forcioli, est aussi actionnaire de la Générale de santé, entreprise privée. C'est à ce genre de dirigeant que l'on confie le service public !

• **Le NPA exige un service public 100% public !**

Non à la centrale de Verberie !

Autre gadget encouragé par des élus UMP (et d'autres ?) : la centrale de Verberie.

- ▶ 30 hectares de surface, 1 000 tonnes d'eau pompées dans l'Oise par jour !
- ▶ 180 000 m³ de gaz/heure brûlés.
- ▶ Remise en cause du Parc naturel régional Oise Pays de France.
- ▶ Délire financier pour aider un groupe privé à s'approprier une part du marché de l'énergie.

Nous pensons au contraire que l'énergie est un bien essentiel qui doit revenir à un monopole de service public !

- **Oui à une gestion décentralisée sur les modes d'énergie dans le cadre de ce service public !**
- **Oui à une gestion de l'énergie qui s'occupe surtout de choix au plus près des besoins des usagers !**

Non à l'incinérateur de Villers-Saint-Sépulcre !

À l'heure où tous les citoyens s'essayent au tri sélectif de leurs déchets, l'UMP, à travers son représentant Vasselle, s'évertue à vouloir implanter un incinérateur sur le site de Villers-Saint-Sépulcre, malgré l'opposition de la population. Nous savons tous les conséquences d'un tel inciné-

rateur (pollution sur l'environnement, augmentation des cancers, problèmes pulmonaires ou cardiovasculaires...). Nous ne voulons pas de cet incinérateur inutile et qui sera payé par nous, contribuables !

En effet, il existe déjà, hélas, l'incinérateur à Villers-Saint-Paul, un des plus importants de France en activité et qui devrait, si le tri des déchets était bien organisé, suffire pour le département !

Incinérateur de Villers-Saint-Sépulcre = gaspillage et pollution garantie !

❖ **A contrario, c'est le tri accentué des déchets et leur recyclage qui seront sources d'économies et de création d'emplois !**

Extension de l'aéroport de Beauvais-Tillé : après le Cinespace, l'Aquaspace, le Polluspace...

L'aéroport Beauvais-Tillé, un aéroport vert ? C'est un bois rasé, des maisons situées à 200 mètres de l'aéroport, une pollution qui rejaillit dans tout le Beauvaisis. 60% du trafic aérien est concentré en Ile-de-France, ce qui n'existe nulle part ailleurs en Europe. Quand le trafic en région parisienne sera saturé, on cherchera d'autres plateformes pour contrer cette saturation de Roissy et ce seront les aéroports situés dans un rayon de 100 km de Paris (Beauvais, Vatry...) qui assureront les vols de fret.

❖ **Délocaliser les nuisances n'est pas une solution. Ce qu'il faut, c'est les réduire, voire les supprimer. Les dommages pour la santé sont à la charge des gens qui subissent les nuisances. Il n'y a pas de dédommagements. Le principe de pollueur-payeur doit s'appliquer.**

Régularisation de tous les sans-papiers !

Dans l'Oise, le collectif Solidarité Migrants fonctionne depuis la création du réseau Education sans frontières (RESF). La solidarité s'organise souvent autour des écoles ou établissements avec les enseignants, les parents d'élèves, les citoyens. Actuellement, elle s'organise avec les travailleurs sans papiers en lutte pour leur régularisation.

6000 salariés sans papiers sont en lutte pour faire valoir leurs droits dans le cadre d'une action syndicale nationale : obtenir une circulaire large de régularisation, avec un cadrage national pour éviter les inégalités et l'arbitraire des traitements selon les préfetures.

Dans l'Oise, 68 sans-papiers, exploités principalement dans le bâtiment, se sont joints à cette action, occupant trois agences d'intérim à Nogent (Crit, Synergie et Ramstad). Malheureusement, Maxime Gremetz a invité les grévistes à s'installer à la Bourse du Travail de Creil, sans autre perspective que de leur promettre une possible régularisation, qui au final concernerait...au maximum 5 sans-papiers et uniquement sur critères familiaux, ce qui les coupe de la lutte nationale des salariés !

Nous déplorons cette intervention préjudiciable à l'unité et à la réussite de la lutte des sans-papiers.

❖ **Nous réaffirmons notre solidarité avec la lutte de tous les sans-papiers.**

Handicap : des revendications que nos élus soutiendront

❖ **Pas de revenus à moins de 1500 euros net. Hausse immédiate de 300 euros des minimas sociaux, dont l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et les pensions d'invalidité.**

❖ **Respect des quotas dans le public et dans le privé pour satisfaire aux 6% de l'obligation d'emploi.**

❖ **Le droit à l'éducation, la titularisation des accompagnants (AVS) par le ministère de l'Education nationale.**

❖ **Gratuité de tous les frais de santé et d'appareillage.**

❖ **Contre la privatisation du médico-social, pour le rattachement au service public des structures médico-sociales du privé et du privé non lucratif (foyers de vie, centres de rééducation...).**

❖ **Pour un service public d'aide à domicile géré au niveau des communes.**

❖ **Pour un service public du logement comprenant des appartements adaptés et des appartements thérapeutiques comme alternative aux foyers de vie.**

Les logiciels libres et standards ouverts : l'informatique citoyenne

Le NPA soutient, au sein des différentes missions du Conseil Régional liées à l'informatique, la défense et la promotion des logiciels libres et des standards ouverts. Conscient de l'importance qu'ils ont dans notre société, notamment de l'utilité sociale qu'ils peuvent apporter en étant intégrés à nos services publics, le NPA encourage le travail des organismes pouvant assurer la difficulté de communiquer et de former dans le domaine du libre et gratuit, telle que l'association Oisux.

Ainsi le NPA propose quand cela est possible :

❖ **la migration vers les logiciels libres des structures dotées d'un financement public permettant une indépendance technologique vis-à-vis des éditeurs de logiciels non libres et très souvent onéreux.**

❖ **la diffusion dans des formats ouverts et sous licence libre de toutes données informatiques produites par la région dans un souci d'interopérabilité, d'accessibilité et de pérennité des données.**

❖ **la création de nouveaux Espaces Publics Numériques (EPN) « Picardie en ligne » : un accès gratuit au web et des formations aux nouveaux usages multimédias pour tous, donc favorisant la diminution de la fracture numérique.**

❖ **l'accompagnement et la simplification du recyclage de matériel informatique en fin de vie, privilégiant d'une part l'écologie, via le non rachat de nouveau matériel, et d'autre part l'économie, en rendant financièrement accessible ce matériel équipé d'un système d'exploitation libre aux familles les plus modestes.**

2,5 MILLIARDS D'EUROS

C'est ce que coûterait par an la gratuité des transports en commun sur toute la France.

Une paille comparée aux milliards gaspillés par le gouvernement en train de vie et cadeaux fiscaux.



Des candidat-e-s engagé-e-s

Pour porter cette politique haut et fort, il faut des élu-e-s engagés à défendre résolument les intérêts de la population, du monde du travail et des jeunes. Même si nous savons que les élections ne changent pas la vie au contraire des puissantes mobilisations collectives, nous voulons envoyer des élu-e-s au Conseil régional de Picardie. Non pas pour nous intégrer à la caste des politiciens professionnels mais plutôt pour porter haut et fort les intérêts de la population, des salariés et des jeunes. Pour représenter celles et ceux qui sont frappés par la violence de la crise de ce système capitaliste, si impitoyable et si injuste. C'est là tout le sens de notre engagement dans cette élection.



1- Patrice DANIEL
55 ans, cadre SNCF retraité,
militant syndical et associatif,
Nogent-sur-Oise



2- Natacha LEFEVRE
25 ans, infographiste,
militante associative,
Cires-lès-Mello



3- Bernard CALLENS
61 ans, ouvrier métallurgie
retraité, militant syndical,
Molliens



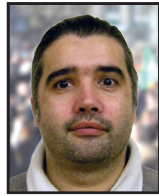
4- Catherine MERY
47 ans, psychologue scolaire,
militante syndicale,
Beauvais



5- Philippe DELILLE
38 ans, infirmier,
militant syndical,
Senlis



6- Leila CHEBBACK
21 ans, agent d'accueil,
Beauvais



7- Christophe BLANCHETTE
39 ans, éducateur spécialisé,
Tracy-le-Mont



8- Véronique MARANDOLA
46 ans, enseignante, militante
syndicale,
Clermont



9- William DELANNOY
55 ans, ouvrier métallurgie,
militant syndical,
Beauvais



10- Rolande THIEBAUT-SECKIN
59 ans, psychologue retraitée
Education nationale
Beauvais



11- Gabriel HAUET
61 ans, agent technique
métallurgie retraité,
Beauvais



12- Marie-Claude LEFEVRE
52 ans, employée SNCF
retraitée, militante syndicale,
conseillère municipale,
Cires-lès-Mello



13- Macario INES
46 ans, postier,
militant syndical,
Clermont



14- Charlotte CONSTANT
29 ans, maraîchère bio,
militante associative,
Ernemont-Boutavent



15- Franck JABLONKA
47 ans, professeur,
Beauvais



16- Manon MANSION
31 ans, employée sécurité
sociale, militante associative,
Villers-Saint-Paul



17- Jonathan DESCHAMPS
27 ans, demandeur d'emploi,
militant associatif,
Beauvais



18- Catherine VARENNES
59 ans, professeur des écoles
retraitée, militante associative,
Beauvais



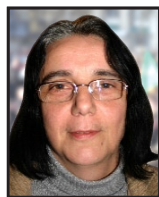
19- Michel MULLOT
58 ans, postier,
militant syndical,
Beauvais



20- Martine MULLOT-PIEREN
57 ans, postière,
Beauvais



21- Eric MARGELY
41 ans, professeur des écoles,
Ressons-sur-Matz



22- Marie-Noëlle DANIEL
48 ans, employée SNCF,
militante syndicale,
Nogent-sur-Oise



23- Michel PEREAUX
62 ans, ouvrier de la
métallurgie retraité, militant
syndical et associatif,
Beauvais



24- Paula JOUSSEAUME
40 ans, auxiliaire de vie
scolaire,
Beauvais



25- Morgan MERLIN
29 ans, administrateur
informatique,
Chantilly

Pour connaître l'actualité et les actions de la liste NPA Picardie, rendez-vous sur :
<http://npa-regionales2010.org/picardie>